



Le Réveil social



N° 7 - OCTOBRE 1986
3ème année - Nouvelle série
200 Lires
Expédition abonnement
groupe postal 3° (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du
SAVT Syndicat Autonome
Valdôtain des Travailleurs

LE SYNDICALISME ACTUEL: Le caractère national

par Pierre GROSJACQUES

Le syndicalisme, ainsi que je l'ai esquissé en quelques mots dans le dernier numéro de notre journal, est représenté, en Vallée d'Aoste, par différents syndicats: les sections locales des principaux syndicats italiens, CGIL, CISL, UIL et aussi du CISNAL et un seul syndicat valdôtain, le SAVT.

Il est bien vrai qu'il faut compter un certain nombre de syndicats appelés de «catégorie», du moment que le mot corporation - dont la signification en soi-même n'a absolument rien de négatif ni de louche - du fait d'avoir été employé dans l'organisation sociale du régime fasciste, assume aujourd'hui une valeur sémantique qui se détache un peu du pur et simple lexique et semble en quelque sorte rappeler des travailleurs entroupés en chemise noire et bottes de cuir. De ces syndicats, que nous appelons donc de catégorie, je peux rappeler, à titre d'exemple, le SNALS qui concerne les travailleurs de l'école, les différents syndicats des médecins tel que l'ANAO et d'autres, celui des cheminots dont j'ai oublié le sigle, celui qui regroupe les travailleurs des administrations publiques en tant que tels, et je m'arrête là, car mon intention n'est point de dresser des listes, mais simplement de montrer au concret ce que je veux dire.

Ces syndicats sont aussi définis «autonomes» du fait qu'ils ne s'insèrent pas dans les cinq grandes organisations que j'ai nommées au début et ils se posent, d'une façon justement «autonome» - ce qui veut dire, en réalité, désancrée de la situation générale de la société et parfois même en opposition aux intérêts d'autres travailleurs - le but de la défense pure et simple de leurs inscrits.

C'est pourquoi, s'il faut en tenir compte du moment qu'ils existent et qu'ils sont même (ex. SNALS) parfois très actifs, il est difficile de classer ces syndicats, dont la nature, les buts et les fonctions se situent plutôt à l'intérieur d'une optique vieille manière d'action sectorielle, dans la conception du syndicalisme moderne où, ainsi que nous l'avons vu, l'action syndicale est conçue dans sa globalité et vise à l'organisation de la

société dans toutes ses composantes.

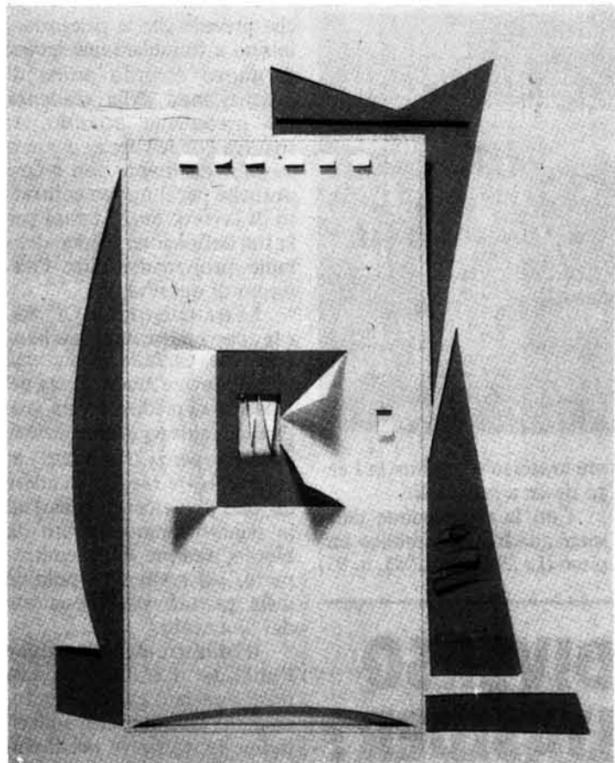
En d'autres termes le syndicalisme moderne se charge de plus en plus d'un rôle éminemment politique, dans le sens étymologique de ce terme, d'édification de la «polis», la cité en tant que communauté organisée.

Nous sommes donc amenés à ne considérer, en tant qu'expression de ce type de syndicalisme, que les cinq organisations que j'ai mentionnées tout au début de ces lignes: des organisations, celles-là, qui embrassent, chacune à sa façon, justement la globalité des situations, des problèmes, des solutions concernant la société tout entière dans laquelle ils se situent.

Cette précision, relative à la délimitation, pour ainsi dire, de la sphère d'activité

où la condition de travailleur n'est pas vue en tant que purement de principe - LE TRAVAILLEUR, conception tout à fait abstraites des différentes situations réelles où LES TRAVAILLEURS se situent dans la pratique - mais dans sa réalisation concrète au niveau des personnes dans leurs traits multiples, dont la nationalité est sans aucun doute, pour une série de raisons sur lesquelles il sera peut-être opportun de revenir en continuant notre discours, l'un des plus importants ou, tout au moins, des plus marquants.

Il y a donc un premier aspect - premier surtout en ordre d'importance - qui distingue en notre Pays, le syndicat relevant de la conception actuelle du syndicalisme: leur nationalité, entendue bien sur, elle aussi, dans son sens étymologi-



de ces syndicats, s'avère en effet nécessaire, premièrement en termes de géographie politique. En effet, tous les cinq, dans leur dénomination, placent une indication de nationalité: l., italien pour quatre d'entre eux; V., Valdôtain pour le cinquième.

Je crois pouvoir affirmer que cette indication n'est pas gratuite - ni les grands syndicats de France, ou du Royaume Uni, par exemple, font état de leur nationalité dans leurs noms - mais qu'elle relève d'une optique, à mon sens correcte,

que et non pas dans l'acceptation jacobine d'appartenance à tel ou tel autre état.

Nous avons en effet quatre syndicats italiens, CGIL, CISL, UIL, CISNAL et un seul syndicat valdôtain, le nôtre.

Toute réserve avancée sur les différences entre les uns et les autres des quatre syndicats italiens et surtout des trois premiers par rapport au quatrième, il est un fait, par ailleurs très naturel, que ces syndicats considèrent les problèmes

de ces syndicats, s'avère en effet nécessaire, premièrement en termes de géographie politique. En effet, tous les cinq, dans leur dénomination, placent une indication de nationalité: l., italien pour quatre d'entre eux; V., Valdôtain pour le cinquième.

Je crois pouvoir affirmer que cette indication n'est pas gratuite - ni les grands syndicats de France, ou du Royaume Uni, par exemple, font état de leur nationalité dans leurs noms - mais qu'elle relève d'une optique, à mon sens correcte,

FUTURO DIVERSO PER LA DELTASIDER?

di Ivo GUERRAZ

MARTEDI 14 OTTOBRE si è svolto a Roma un incontro tra il Presidente dell'IRI PRODI, il Presidente della Finsider ROASIO, l'Amministratore delegato della Deltasider WALCKER, il Presidente della Giunta ROLLANDIN, l'Assessore Regionale all'Industria LANIVI e i Parlamentari Valdostani.

Tale incontro si è reso necessario per esaminare e decidere il futuro degli Stabilimenti Deltasider di Aosta e Verrès.

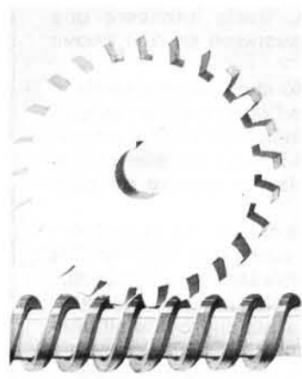
Nel corso dell'incontro è stato ribadito il ruolo essenziale delle aziende pubbliche in Valle e che esse hanno svolto un ruolo di rilevante importanza nella trasformazione economica della Comunità Valdostana e dunque la necessità di avere nella nostra Regione stabilimenti Deltasider in grado di garantire l'equilibrio economico ed occupazionale Regionale.

Il tutto con un piano globale di interventi che tendono al risanamento ed al rilancio qualitativo di questi Stabilimenti in Valle d'Aosta.

Il piano di intervento per la Deltasider deve essere credibile e lo stesso deve porre lo Stabilimento di Aosta in avanguardia sia a livello italiano che nel contesto dell'Europa.

Nel Comitato Regionale della Deltasider e per i problemi della siderurgia in Valle svoltosi VENERDI 17 OTTOBRE sono stati illustrati i contenuti del piano da parte del Presidente ROLLANDIN e l'Assessore LANIVI che sono: scorporo delle attività Deltasider in Valle d'Aosta, attraverso la costituzione di una nuova Società per azioni, il mantenimento occupazionale di 2400-2500 persone e non scendere ai 2000 occupati come prevede il piano Finsider, mantenimento dei volumi produttivi non inferiori alle 320.000 TON., uno zoccolo indispensabile della produzione dell'acciaio da produzione, un giusto volume del MIX produttivo e una seria ristrutturazione sulla impiantistica. Per ottenere realmente la credibilità di questo progetto sono necessari 160 miliardi di investimenti nel triennio 1987-1989.

Deve essere chiaro che il grosso intervento finanziario deve essere fatto dallo Stato anche attraverso la finanziaria 87 e in considerazione degli impegni presi dal Governo



di fronte alla chiusura della Montefibre di Châtillon e dell'Ilssa-Viola di Pont-Saint-Martin, in quelle occasioni non si è mai fatto niente, ora è il momento di intervenire e mantenere gli impegni presi.

La Regione da parte sua si è dimostrata disponibile di intervenire sulla formazione professionale, sulla acquisizione di tutti gli immobili Deltasider, partecipare insieme a Deltasider e CSM per la costituzione di una Società di ricerca e sviluppo, orientata al-

segue a pag. 2

Comunicato del Direttivo Confederale del S.A.V.T.

Il Direttivo Confederale del SAVT si è riunito LUNEDI 6 OTTOBRE per discutere due argomenti di particolare importanza: la situazione occupazionale (con particolare riferimento al settore industriale) e la legge finanziaria dello stato per l'anno 1987.

Dall'analisi dei dati sull'occupazione il Direttivo Confederale del SAVT ha tratto considerazioni preoccupate il SAVT constata, infatti, tra l'altro, che rispetto ai tagli ed ai piani occupazionali della Deltasider, la stessa unità sindacale è stata messa in crisi: si è determinato, così, un indebolimento del movimento sindacale nei confronti della trattativa con la Deltasider, ed una perdita di credibilità del sindacato stesso nei confronti dei lavoratori. E questo nel momento in cui permangono pesanti squilibri sociali quali l'attesa degli insediamenti sostitutivi dell'attività industriale in Bassa Valle e la difficoltà a determinare attraverso la programmazione politica - le tendenze dell'economia e, quindi, gli sbocchi occupazionali degli anni a venire.

Il Direttivo Confederale del SAVT sollecita, pertanto, una rapida applicazione della legge di formazione professionale e l'avvio dell'osservatorio economico e del mercato del lavoro al fine di consentire una piena valorizzazione delle potenzialità occupazionali e professionali valdostane.

Esaminando, poi, la legge finanziaria, il Direttivo Confederale del SAVT ha osservato che essa, di anno in anno, viene riproposta con lo stesso spirito, peggiorato quest'anno dall'assenza di chiare indicazioni sui provvedimenti che essa produrrà attraverso la legislazione di settore.

Nata da difficili equilibri fra le componenti politiche del governo e da divergenti pressioni del mondo economico, la legge finanziaria, pur in presenza di fattori congiunturali positivi, manca di indicazioni per lo SVILUPPO OCCUPAZIONALE, non muta nel contenuto e nell'indirizzo - il SISTEMA FISCALE che continua a penalizzare i lavoratori a reddito fisso, fa arretrare lo STATO SOCIALE lasciando ipotizzare che saranno i servizi - già sostenuti principalmente dalle trattenute sul reddito fisso - a subire i «tagli» dalle leggi di settore.

Il Direttivo Confederale del SAVT rivendica, pertanto, la contestuale discussione della legge finanziaria alle non più rinviabili riforme del fisco, della sanità, del riordino previdenziale e assistenziale, della spesa pubblica relativa agli investimenti.

Articolando un dibattito approfondito, il Direttivo Confederale del SAVT nell'esprimere un giudizio complessivamente negativo sull'attuale progetto di legge finanziaria, ha affermato le disponibilità del SAVT a concordare con le altre OO.SS. le opportune azioni di lotta a favore di reali e credibili riforme.

AOSTA, 7 OTTOBRE 1986

suite à la page 4

Esame della Finanziaria e dei rinnovi contrattuali

Si è svolto ad Aosta il 22/10/1986 la riunione dei 4 Direttivi Confederali della CGIL, CISL, SAVT, UIL allargata alle strutture di base del Sindacato.

Tale riunione caratterizzata da rilevante partecipazione e da una rinnovata esigenza di riprendere l'iniziativa sindacale, lascia intendere una maggiore attenzione dei lavoratori ed una nuova voglia di partecipazione.

Questa nuova linea è più che mai necessaria in un momento delicato come l'attuale dove i temi in discussione sono la finanziaria con i relativi problemi della Sanità, della previdenza e assistenza, del fisco e dell'occupazione oltre al rinnovo dei contratti di categoria.

La relazione introduttiva è stata svolta da Franco ROSSI e la conclusione da Fausto BERTINOTTI in rappresentanza delle Confederazioni Nazionali.

Al termine di una vivace discussione, che ha visto numerosi interventi, è stata approvata all'unanimità il seguente documento:

La riunione dei Direttivi e delle strutture unitarie di base CGIL-CISL-UIL-SAVT della Valle d'Aosta esprime un giudizio positivo sull'attiva partecipazione ad essa assicurata dai quadri sindacali.

L'iniziativa è importante perchè:

- UNITARIA, dopo un lungo periodo di stallo dell'azione sindacale e in una fase in cui una grande parte dei lavoratori è interessata ai rinnovi contrattuali e quando per essi si fa sempre più lungo l'elenco delle categorie già in sciopero o pronte alla mobilitazione;
- PUBBLICA a testimonianza non solo della confermata capacità del sindacato di iniziativa ma anche della valenza collettiva degli obiettivi da esso posti;
- DI VERIFICA per le linee concordate dalle Segreterie Nazionali: le riunioni regionali in corso sono il momento in cui si realizza una verifica diretta tra gli organismi di direzione sindacale e centinaia di quadri e delegati di base.

L'assemblea sottolinea l'importanza della celebre definizione dei contratti delle categorie che, oltre la giusta ed equilibrata richiesta salariale, pongono obiettivi di interesse generale a partire da quello occupazionale. In particolare vanno conclusi subito i contratti del Pubblico impiego, dove il Governo deve assumere precisi impegni in tale direzione, indicando così una prospettiva più generale.

In merito al confronto in corso sulla Finanziaria '87, si confermano i documenti unitari (di aprile, luglio e settembre) dai quali scaturiscono le proposte sindacali per gli interventi di politica economica e per il rinnovamento dello Stato sociale.

Si evidenziano come irrinunciabili gli obiettivi della riforma previdenziale e del risanamento del sistema sanitario, degli investimenti occupazionali a favore del mezzogiorno e dei giovani, della revisione delle politiche attive del lavoro (CIG-DS-Collocamento), dell'abbattimento convenzionale (40%) del reddito da lavoro dipendente ai fini delle prestazioni sociali ed assistenziali, tickets e assegni familiari in particolare.

In tale quadro devono essere definite le modifiche da richiedere alla legge Finanziaria predisposta dal Governo, tenendo conto delle aperture che esistono e che possono essere allargate ulteriormente. I direttivi e le strutture unitarie di base della CGIL-CISL-SAVT-UIL richiedono che con tale legge venga finanziato un piano per la reindustrializzazione del tessuto produttivo Regionale, da attuarsi attraverso un concreto impegno delle PP.SS. e dell'IRI per il mantenimento delle attività industriali esistenti e per iniziative di diversificazioni. Va evidenziato che è fondamentale il coinvolgimento e la consultazione dei lavoratori e che esiste un preciso nesso tra ciò e il rilancio della piattaforma sindacale. Nel contempo bisogna sottolineare che la risposta sindacale non può esaurirsi nella singola risposta ad un singolo Ministro, ma che al contrario le Organizzazioni Sindacali si debbono battere per previsti obiettivi che, se non recepiti, comportano, per essere affermati, puntuali azioni di mobilitazione e di lotta.

Aosta 22 ottobre

Tra contratti nel cassetto e scala mobile raffreddata il lavoro costa meno ma non si dice

di Lino GRIGOLETTO

Da anni ci sentiamo dire dagli industriali e dai politici - quando l'economia va male - che uno dei nodi più duri da sciogliere e causa di tanti malanni era quello del costo del lavoro. A parere loro era un laccio che cresceva più velocemente dell'inflazione e che stringendosi attorno al collo delle imprese ne soffocava le possibilità e le capacità di sviluppo. Alcuni anni fa la tesi poteva essere accettata perchè si dimostrava che il costo del lavoro era superiore all'inflazione.

Ma oggi è ancora esatta l'affermazione che il destino dell'economia si gioca sul costo del lavoro? O è forse qualcuno che vuole continuare a imbonire il popolo e colpevolizzare i lavoratori?

Vediamo qualche dato: fino ad agosto le retribuzioni contrattuali erano aumentate del 3,5% in media, mentre nello stesso mese i prezzi al consumo, che grosso modo si possono identificare con l'inflazione, erano vicini al 6%. Tra i due elementi vi era quindi una distanza abbastanza netta a favore dei prezzi.

In realtà ciò significa che le retribuzioni sono diminuite in termini reali del 2,5%, con un risparmio evidente per le imprese sul costo del lavoro. Ciò è accaduto anche in considerazione del raffreddamento della scala mobile che ora ha una cadenza semestrale (e non più trimestrale) e copre integralmente solo una parte della retribuzione.

Il raffreddamento del costo del lavoro non è solo dovuto alla manovra sulla scala mobile, ma anche al ritardo con cui i molti contratti di lavoro scaduti si avviano ad essere rinnovati: al 1° settembre 85 i lavoratori dipendenti in attesa di rinnovo erano quasi 21 milioni e a questi si aggiungerebbero entro dicembre altri 1,2 milioni di unità. Per molti le trattative sono già iniziate (e in alcuni casi sono già annunciate i primi scioperi, segno che da parte padronale si vuole temporeggiare), anche se non si è ancora entrati nel vivo delle piattaforme.

Intanto che i lavoratori aspettano il rinnovo dei contratti scaduti da oltre un anno c'è già chi ha portato a casa il suo guadagno: ed è facile intuire chi ha beneficiato della situazione, se si pensa che mentre le retribuzioni aumentavano del 3,5%, i prezzi al consumo se ne stavano fermi sul 6%. Il sistema economico, le imprese, hanno preso certamente qualcosa di più che una boccata d'ossigeno! Allegerite all'esterno dal calo generale delle materie prime e dal crollo del petrolio, fa-

vorite dalla debolezza del dollaro, si sono avvantaggiate anche dal rallentamento del costo del lavoro, mentre in contrapposizione la domanda accennava a risvegliarsi.

Certo non tutto quello che è stato guadagnato in questa complessa manovra è andato alla speculazione, perchè nello stesso tempo anche gli investimenti hanno ripreso ad accelerare.

Ma la fetta maggiore è andata ad arricchire quelle stesse imprese che adesso si lamentano della «scossa che aumenti immotivati (contrattuali) potrebbero impartire al costo del lavoro!»

Che ora, anche la buona salute della Borsa e i cospicui utili di bilancio di gran parte delle Aziende debba pesare tutto sulle spalle dei lavoratori ci sembra un pò troppo.

Che ora, anche la buona salute della Borsa e i cospicui utili di bilancio di gran parte delle Aziende debba pesare tutto sulle spalle dei lavoratori ci sembra un pò troppo.

Che ora, anche la buona salute della Borsa e i cospicui utili di bilancio di gran parte delle Aziende debba pesare tutto sulle spalle dei lavoratori ci sembra un pò troppo.

Che ora, anche la buona salute della Borsa e i cospicui utili di bilancio di gran parte delle Aziende debba pesare tutto sulle spalle dei lavoratori ci sembra un pò troppo.

ENTI LOCALI

RINNOVO DEL CONTRATTO: PRIMA GIORNATA DI SCIOPERO



Ci risiamo! Contratto di lavoro scaduto da quasi 2 anni (31/12/1984) e contratto nuovo in naftalina.

Il valzer dei ritardi è sem-

pre lo stesso e neppure la Legge riesce a superarli.

Con la emanazione della legge quadro sul pubblico impiego (L. 29 marzo 1983, n. 93)

che prevede che le delegazioni inizino a formulare una ipotesi di nuovo accordo prima di quattro mesi della scadenza del precedente accordo, si sperava che le cose andassero meglio. Ed invece non è così neanche per il nuovo contratto di lavoro: anzi i tempi per la sua definizione paiono debbano prolungarsi oltre l'autunno di quest'anno.

Le trattative tra le OO.SS. e la controparte pubblica hanno avuto già delle pregiudiziali iniziali dovute alla richiesta del Governo di predisporre un «codice di autoregolamentazione dello sciopero» (sul quale - al momento - è meglio stendere un velo di pietoso silenzio) ed in seguito hanno trovato un blocco, sempre dalla controparte, sul contenuto politico della piattaforma presentata dal Sindacato.

Il Ministro della Funzione Pubblica da mesi aveva preannunciato che era sua intenzione chiudere con sollecitudine le trattative per il rinnovo del contratto ma, alle prime riunioni si ritira in trincea, su posizioni di notevole chiusura. C'era da aspettarsi, alla luce delle precedenti esperienze contrattuali e dell'impegno (!) con il quale la parte pubblica segue i problemi dei dipendenti.

La risposta sindacale, data la situazione creata dalla parte pubblica non poteva che essere dura ed unitaria: stato di agitazione dei lavoratori ed un primo sciopero nazionale di un giorno il 28 ottobre 1986.

Nella nostra regione, inoltre, la giornata di lotta del 28 ottobre sarà diretta anche a

sollecitare la definizione di alcuni problemi del contratto ormai scaduto tra i quali, il più impellente, la definitiva applicazione del D.P.R. 347/83.

Una commissione mista tra le OO.SS. di categoria e rappresentanti dell'ANCI V.D.A. è stata costituita per elaborare un documento politico di indirizzo per un inquadramento definitivo dei lavoratori nei livelli del D.P.R. 347.

La giornata di sciopero del 28 ottobre è quindi tesa oltre che a sollecitare uno sblocco delle trattative tra Governo e OO.SS. in modo da portare avanti velocemente le trattative per il rinnovo del contratto, anche a sollecitare una rapida chiusura in sede locale del D.P.R. 347.

In questa importante occasione i lavoratori degli Enti Locali devono essere uniti e compatti nella lotta perchè solo con una massiccia dimostrazione di unità e compattezza possono raggiungere i loro obiettivi.

GRIL

le Réveil social

Le Réveil Social
SAVT, 2 Place Manzetti
11100 Aosta (Tel. 0165-44336)
Dir. Resp. EZIO DONZEL
V. Dir. LUCIANO CAVERI
Stampa Arti Grafiche E.DUC
73, Av. Bataillon Aoste
11100 Aoste (Tel. 0165-41147)
Autorizzazione Trib. Aosta
n. 15 del 9.12.1982

FUTURO DIVERSO PER LA DELTASIDER?

segue da pag. 1

lo studio e allo sviluppo di tecnologie avanzate ed infine di attuare attività indotte da Deltasider in Valle d'Aosta. Il tutto deve essere contenuto da un protocollo d'intesa tra IRI e REGIONE Valle d'Aosta.

Credo che come Sindacato possiamo dare un giudizio positivo come si è imposta la trattativa Deltasider con l'IRI per la credibilità del piano che modifica il progetto iniziale della Finsider sui tagli occupazionali che sui volumi produttivi.

Deve essere altresì chiaro

che il tutto deve essere ancora realizzato, e che i tempi sono brevi, si deve definire tutta la vicenda entro la fine del 1986 ed evitare che lo Stabilimento Aostano venga acquistato dai privati (FALCK) e ridotto a 1100 dipendenti.

La trattativa sicuramente non è facile per questo è necessaria la più grande unità della Comunità Valdostana nel suo insieme e che tutti i partiti politici siano veramente convinti di risolvere questo problema e che la stessa linea di comportamento deve essere uguale sia ad Aosta e Roma.

Ivo GUERRAZ



Circa mille persone tra funzionari, dirigenti, medici, amministratori e sindacalisti hanno partecipato il 14, 15 e 16 ottobre al Convegno Internazionale di studi promosso dall'Assessorato alla Sanità della Regione Emilia Romagna. Tema dei lavori: l'USL e l'Azienda Sanità, gestione di un sistema complesso.

Alla tre giorni bolognese era presente anche una delegazione sindacale valdostana (CGIL-SAVT) a testimonianza dell'interessamento con il quale queste due organizzazioni seguono le problematiche di un settore così delicato come quello sanitario.

Per il SAVT sono scesi a Bologna Lino Grigoletto, Enzo Blessett ed Eugenio Isabel, tutti estremamente soddisfatti di aver potuto presenziare ad una tornata di lavori così qualitativamente qualificata (tra i relatori ufficiali si sono succeduti infatti, Elio Borghoni dell'Università Bocconi di Milano, Pietro Paci Segretario nazionale dell'ANAAO, Gianluigi Lupi del Coordinamento Nazionale Medici C.G.I.L., Ernesto Veronesi del Servizio Programmazione Sanitaria al Ministero della Sanità oltre ad altri ospiti stranieri che hanno portato il loro contributo di esperienze e confronto).

L'unico rammarico se così vogliamo definirlo è la constatazione di come la Valle d'Aosta a livello ufficiale brilla sempre per la sua assenza in queste occasioni. Diversi Presidenti di U.S.L. italiane, amministratori e funzionari (per lo più coordinatori sanitari ed amministrativi), come abbiamo già detto nell'introduzione, erano convenuti a Bologna per ascoltare, relazionare o semplicemente verificare quale fosse nella loro realtà il grado di applicazione della riforma sanitaria.

Già in altre occasioni, dove come SAVT eravamo presenti, abbiamo avuto modo di notare l'assenza dei nostri amministratori sanitari. A Roma l'anno scorso ad esempio in un Convegno organizzato dall'ANCI-Sanità al quale aveva presenziato mezza Italia della nostra Regione non c'era

nessuno. Oppure a Milano dove l'allora Ministro alla Sanità Costante Degan in un'aula magna affollata da rappresentanti di tutto il Paese aveva parlato dei suoi progetti in materia di riforma delle riforme.

Queste nostre osservazioni non vogliono essere, evidentemente delle accuse contro nessuno, ma sono una semplice constatazione di chi, convinto della necessità di impegnarsi a fondo in un campo complesso come quello socio-sanitario vede poi vanificati i suoi sforzi da una mentalità locale ancora troppo chiusa tra i suoi confini.

Certamente non basta partecipare a questi incontri per garantire ai cittadini un servizio «perfetto», ma si può almeno verificare e confrontare le nostre esperienze con quelle delle regioni limitrofe, allacciare dei rapporti umani e di conoscenze diretta con questi «maestri» della Sanità che, prima o poi, torneranno a sicuro vantaggio della Regione.

Borghoni, per esempio, Brenna, Hanav o Veronesi saranno poi coloro che dovranno lavorare intorno alla stesura del Piano Sanitario Nazionale e se è vero che il tutto dovrà passare attraverso il filtro del Consiglio Sanitario Nazionale dove per regolamento tutte le Regioni sono rappresentate, è altrettanto vero che un rapporto direttivo, vivo ed alimentato con questi personaggi potrebbe servire alla causa regionale.

Detto ciò passiamo ad analizzare i contenuti dei lavori bolognesi. Un Convegno che si è inserito, molto opportunamente, in un momento in cui si sta dibattendolo animatamente, a tutti i livelli, sulla necessità di riformare queste Unità Sanitarie Locali.

E se sì, modificarle in che modo? Devono diventare, come sembra intenzionato a fare il neo-Ministro alla Sanità Donat Cattin, delle holding di servizi?

Ed è sicuramente questo uno dei nodi centrali da sciogliere in sede di revisione della legge 833/78 istitutiva del Servizio Sanitario Nazionale.

Interessante convegno sulle Unità Sanitarie Locali

Il S.A.V.T. a Bologna per verificare lo stato di applicazione della Riforma Sanitaria

Intorno a questo argomento sono ruotate praticamente tutte le relazioni dei vari congressisti sapientemente coordinate (forse perchè era una donna?) dall'Assessore alla Sanità della Regione Emilia-Romagna, Alessandra ZAGATTI.

Giuseppe Marcon, nell'ambito del tema «sistema di contabilità come strumento di controllo e gestione» ha portato l'esperienza delle UU.SS.LL. del Veneto, Paolo Basaglia quelle del Friuli Venezia Giulia, Renato Balma (del CRESA di Torino) ha parlato dei risultati piemontesi e Franco Burchietti di quella Toscana. Interessante anche il dibattito intorno alla «responsabilizzazione organizzativa dei medici nell'uso delle risorse».

Su questo tema particolarmente interessante è stata la relazione di Giuseppe Guerra (USL 27 di Bologna) riguardante il personale e l'organizzazione del lavoro in un reparto di degenze.

Ampia la discussione sull'argomento «sistemi e strumenti di controlli nell'ambito della programmazione regionale».

In questa sessione si è parlato a lungo di indicatori di efficienza ed efficacia e sicuramente utile è risultata, ai fini di un parallelo con la nostra esperienza, la relazione di Patrizia Ragazzini (Regione Toscana) sui risultati ottenuti nella sua regione dopo l'applicazione del Piano Sanitario Regionale.

In quell'occasione si è veramente entrati nel vivo dell'argomento. Quali gli interventi organizzativi per trasformare l'Unità Sanitaria Locale in Azienda? Ne ha parlato Edgardo DEME dell'Università di Bologna prima che Enrico RIDOLFI trattasse la difficile questione dei vincoli che, purtroppo, oggi limitano l'attività delle USL.

Ernesto Veronesi ha chiuso i lavori delle commissioni introducendo l'argomento «Manager della Sanità: un ruolo tutto da inventare».

Prima ancora di definire in materia precisa il problema di un diverso assetto istituzionale delle USL - è stato detto durante i lavori sarebbe utile analizzare e verificare esattamente cosa concretamente significhi per USL essere «azienda», quali regole del gioco sia necessario definire perchè ciò possa realisticamente avvenire, quali processi e quali procedure debbono essere attivati per ottenere non solo che l'azienda operi, ma anche che sia efficiente nell'impiegare le risorse e soprattutto, all'altezza di ri-

spondere alle richieste delle utenze.

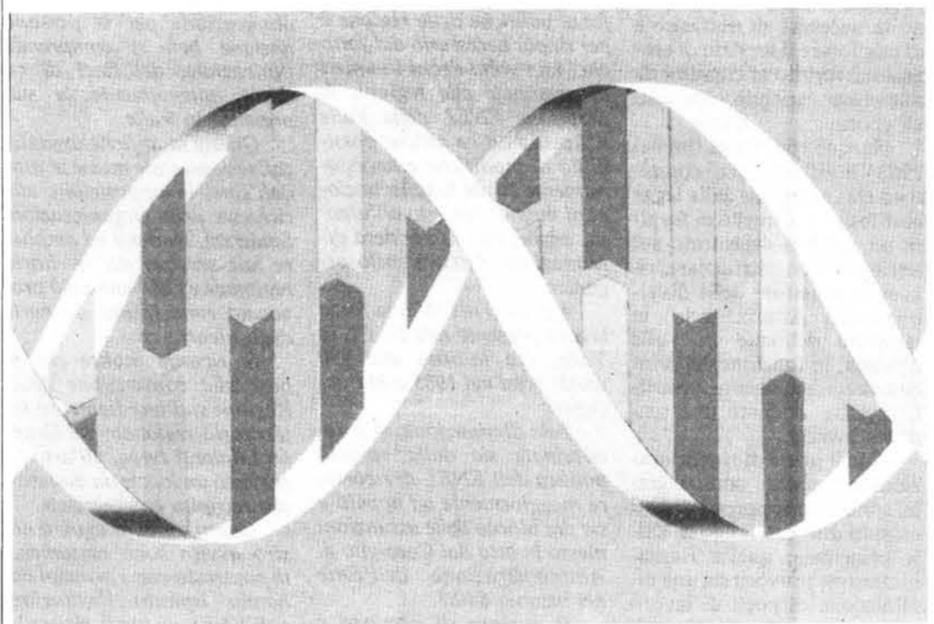
Di fatto, tuttavia, già oggi le USL, in quanto strutture organizzative destinate all'erogazione di servizi, sono di fatto assimilabili a delle aziende, ma il sistema è caratterizzato da un elevatissimo grado di complessità.

A ciò bisogna aggiungere che esistono troppi vincoli; per lo più inutili, che limitano l'attività delle Amministrazioni.

In conclusione possiamo dire che per aumentare il grado di credibilità del sistema sanitario occorrerà dotare le Amministrazioni locali di reale autonomia e procedere alla contemporanea responsabilizzazione di chi è chiamato al difficile compito di gestire e dirigere le Unità Sanitarie Locali.



L'ENPALS vuole chiudere?



di Ezio DONZEL

Da circa 1 anno e mezzo la sede Generale dell'Enpals (Ente Nazionale Previdenza e Assistenza Lavoratori dello Spettacolo) si sta adoperando per la chiusura della sede di Saint-Vincent, unica in Valle.

Infatti, già nell'ottobre del 1985 l'Enpals aveva fatto capire le sue intenzioni, ed a seguito delle prese di posizione del sindacato, del Sindaco di Saint-Vincent e del Presidente della Giunta, abbandonava tali presupposti, dando garanzie di continuità. Ora l'Enpals sta riproponendo la chiusura dell'ufficio di Saint-Vincent e per affermazioni del Vice Direttore Generale tale sede è inutile per le sue dimensioni ed è quindi sufficiente mandare in missione 1 giorno al-

la settimana un funzionario da Torino.

In un incontro svoltosi ad Aosta il 20/10/86 presenti il Presidente della Giunta, i Parlamentari, l'Assessore alla Sanità, la SITA, il Direttore Enpals di Saint-Vincent e il Vice Direttore Generale Enpals, il sindacato ha fatto osservare che la Valle d'Aosta nel settore dello Spettacolo conta dai 700 agli 800 addetti, e che chiudendo la sede di Saint-Vincent verrebbe a mancare una precisa funzione istituzionale dell'Ente. Abbiamo fatto altresì osservare che il problema di costi posto dall'Enpals non è valido in quanto in diverse altre regioni vi sono minori assistiti e un numero superiore di dipendenti. Come SAVT riteniamo, invece, che questa scelta venga fatta per

ragioni politiche, puntando a favorire altre sedi per motivazione che nulla hanno a che fare con l'efficienza e il risanamento.

In tale riunione il Presidente della Giunta, confermando la tesi sindacale ha rivolto un invito al Vice Direttore Generale dell'Enpals a mantenere l'ufficio di Saint-Vincent e nel contempo ad operare per un suo potenziamento per far fronte alle notevoli incombenze.

Sia il Presidente della Giunta che le OO.SS. hanno fatto poi osservare che non rimarranno a guardare qualora l'invito del Presidente non venisse accettato.

Purtroppo ancora una volta dobbiamo verificare i soprusi del centralismo e della logica del potere sul decentramento e sul servizio ai lavoratori.

COME SI PERDONO POSTI DI LAVORO ALL'ENEL

Iniziativa del Sindacato per frenare questa tendenza



di Attilio FASSIN

Nel fissare i principali obiettivi della riforma sul sistema di produzione e distribuzione dell'energia elettrica in Italia, si mise in primo piano la necessità di unificare e di migliorare il servizio di erogazione fornito ai cittadini da numerose aziende operanti all'epoca.

Nacque con questi fini nel 1962 l'ENEL che, tra i compiti ad essa assegnati dalla legge costitutiva vi è quello di fornire un servizio decentrato sul territorio con particolare riguardo al settore della distribuzione. Analizzando le strutture dell'ente in Valle d'Aosta, in funzione dei principi precedentemente descritti, appare evidente una tendenza inversa.

Con il piano di ristrutturazione del settore commerciale, sono stati soppressi diversi recapiti dislocati lungo la Valle principale; questa riorganizzazione provoca sia una diminuzione di posti di lavoro che un notevole disagio agli utenti residenti nelle Valli laterali.

Allo scopo di modificare questa tendenza accentratrice dell'Enel in Valle e per sottolineare la continua diminuzione di personale abbiamo con la FNLE inviato una lettera (che di seguito pubblichiamo) al Senatore Fosson, all'On.le Dujany, al Presidente della Giunta Rollandin, all'Assessore all'Industria e Commercio Lanivi ed ai Capi Gruppo Consiglieri.

«Il giorno 14 ottobre 1986 vi sarà a Roma un confronto fra l'ENEL e le Organizzazioni sindacali degli Elettrici sui criteri che presidono alla formazione del piano triennale delle assunzioni all'ENEL ed anche dell'articolazione quantitativa dei contratti di formazione lavoro.

Le scriventi Segreterie regionali chiedono un urgente intervento dei destinatari del-

la presente atto a modificare la tendenza punitiva della Direzione del Personale ENEL centrale, sulle nuove assunzioni destinate alla Valle d'Aosta.

L'intervento di tutte le forze politiche della regione è per di più necessario dal fatto che, una volta decisi i numeri di personale alle regioni, la Direzione ENEL della Valle d'Aosta non ha alcuna possibilità di modifiche e necessariamente evade le sollecitazioni di miglior servizio all'utenza, anche, con la veritiera affermazione d'essere sotto organico.

Agli inizi del 1976 la forza lavoro presente nell'ENEL in Valle, era intorno alle 930 unità; scesi nel 1985 a 811 occupati.

Tale diminuzione, si è determinata sia dalla volontà politica dell'ENEL di ricorrere maggiormente ad appalti e sia dal blocco delle assunzioni messo in atto dal Consiglio di Amministrazione dell'Ente nel biennio 84-85.

Il numero di occupati è destinato a scendere ulteriormente, in conseguenza del completamento del piano di automazione delle centrali previsto all'inizio degli anni 90; ma l'aspetto maggiormente preoccupante è la continua diminuzione di personale dovuto a quiescenza.

Si ha così una perdita di posti di lavoro che avviene con gradualità in modo poco vistoso ma pur sempre importante e preoccupante, soprattutto in considerazione del numero elevato di personale che nei prossimi anni maturerà tale diritto.

La carenza di personale è particolarmente accentuata nella distribuzione, di cui ogni Ufficio è ormai sotto organico: tale situazione provoca gravi disagi sia al personale operante in tali uffici che alla popolazione Valdostana.

Occorre quindi interrogarsi sul reale ruolo che l'ENEL

vuole assumere in Valle, soprattutto in considerazione di alcune ristrutturazioni che sta mettendo in atto nel servizio di riscossione bollette e nel settore commerciale e di come queste ristrutturazioni incidono sui cittadini.

Per quanto riguarda la riscossione bollette dei due sportelli aperti a questo scopo, uno solo è in funzione causando, in questo modo, in alcuni giorni lunghe code; contemporaneamente l'ENEL invita i propri utenti a rivolgersi presso le banche e presso gli sportelli postali, costringendoli così a sopportare un ulteriore aggravio sul costo della bolletta.

Nel settore commerciale alcuni sportelli, come quelli di Pont-Saint-Martin, Saint Vincent, Châtillon e Courmayeur sono stati sostituiti con uno speciale telefono posto presso questi comuni che mette direttamente in contatto gli utenti con le sedi di Verres o Aosta.

Ora se si considera la complessità di interpretazione della bolletta e le difficoltà di comunicazione per le persone anziane ben si comprende l'intenzione dell'Enel di ridurre notevolmente la sua presenza in Valle.

Queste modifiche organizzative sono state messe in atto dall'Enel in opposizione alle richieste delle Organizzazioni Sindacali, tendenti ad ampliare tale servizio sul territorio regionale e che hanno già provocato rimostranze da parte degli utenti.

Si ricorda inoltre che in base alla convenzione Enel-Regione sull'insediamento nel territorio regionale del Gruppo Impianti Ivrea, all'art. 3 è previsto un locale da destinarsi a recapito commerciale.

Questi modi di agire a nostro avviso sono nettamente in contrasto con i principi che hanno ispirato l'istituzione dell'ENEL, i quali riguardano la fornitura di un servizio all'utenza, mentre a tutt'oggi, l'ENEL centralizzando alcune attività in altri tempi fornite attraverso strutture decentrate vien meno alle sue stesse ragioni d'essere. Nel 1980 le Organizzazioni sindacali dovettero ricorrere alla mediazione della Regione per poter definire il progetto di ristrutturazione e decentramento dell'Enel; progetto che per quanto riguarda la composizione dei nuclei di distribuzione venne solo in parte attuato.

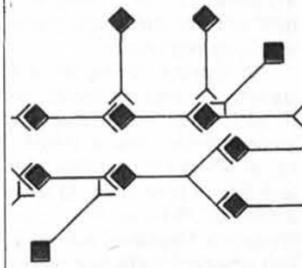
Da tale analisi appare quindi un quadro assai preoccupante, soprattutto se si considera che l'organico della distribuzione in Valle presenta una carenza di circa 50-60 addetti e che tale carenza provoca un notevole aumento nei tempi di fornitura di energia elettrica ai cittadini, (dalla preventivazione alla esecuzione

dei lavori) tempi che vanno ormai da un minimo di 2 mesi ad un massimo di 8.

Occorre quindi sottolineare alla Direzione del Personale e al Consiglio di Amministrazione dell'Enel, l'urgenza di ripristinare l'organico in Valle, soprattutto in considerazione della particolare orografia della Valle e della lunga stagione invernale.

In questa situazione climatica, particolarmente rigida in inverno, si verificano numerosi casi di disservizi provocati dalla caduta di valanghe mentre il personale a causa di questi eventi sopporta disagi notevoli derivanti dal clima ma soprattutto dalla esigua composizione dei nuclei di intervento.

Non si comprende quindi come su 2661 unità previste dal piano di assunzione nazionale, per la Valle ne siano previste solo 5, mentre in aree ormai sature di personale vengano assegnate, dal piano stesso un ulteriore consistente numero di assunzioni».



di Bruno NICOLETTA

Visto la grave crisi per l'occupazione venutasi a creare in Bassa Valle, a causa delle chiusure di alcune Aziende (ILSSA VIOLA, S.I.V., gruppo BESSO, FORTUNA WEST), per far fronte a questa situazione in alcuni Comuni della Bassa Valle si sono iniziati i lavori socialmente utili.

Previsti da una Legge Regionale del 9 gennaio 1986.

Il Comune di Donnas dopo aver presentato a Giugno un piano di lavori in Regione, avuta l'approvazione, il 18 Agosto/1986 dà l'avvio ai lavori.

I quali prevedono: Manutenzioni delle strade comunali (pulizie cunette, taglio di rovi e arbusti, verniciature delle ringhiere, sistemazione dei muri e sentieri di montagna).

I Cassaintegrati di Donnas a questa iniziativa hanno aderito in grande maggioranza (su 87 Cassaintegrati una settantina sono a disposizione dei lavori). La cittadinanza a riguardo questa iniziativa è rimasta favorevolmente impressionata, esponendo opinioni positive dei lavori già eseguiti.

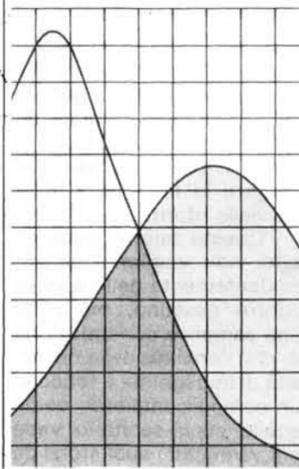
SYNDICALISATION

suite de la page 1

de notre Pays dans l'optique qui forcément est la leur: l'optique italienne, d'après laquelle les questions qui surgissent et se posent en Vallée d'Aoste, sont vues, acceptées et considérées en tant qu'aspects «locaux» de la situation générale italienne, dont découlent nécessairement des propositions de solutions, d'une part juste et équitable politiquement et historiquement, d'autre part indiscutable et donc immuable sur le plan soit du droit, soit de la réalité concrète.

Rien d'étonnant, par contre, que le SAVT, dont l'identité nationale n'est pas italienne, mais valdôtaine, voit ces mêmes questions d'un point de vue qui met le plan italien en deuxième ligne. C'est à dire que là ou les autres syndicats voient le point de départ, l'état italien et ses problèmes de multiple nature, pour définir leur action, le SAVT voit, si jamais, le point d'arrivée éventuel, en entendant par là que, si de questions au niveau de l'état peuvent se poser, ces questions doivent être la somme des exigences locales, c'est-à-dire des communautés. Dieu merci, encore passablement hétérogènes qu'une politique, à coup sûr non populaire, à réuni, bon gré malgré, dans le sein de cet état que l'on a appelé Italie.

Nous essaierons, dans le prochain numéro, de descendre un peu dans les détails de cet aspect national de notre syndicat qui, si d'une part n'empêche point en de très nombreuses occasions, la collaboration avec les syndicats italiens confédéraux (CGIL, CISL et UIL), doit, d'autre part, nécessairement se poser, préalablement à tous les autres, le but de notre effective libération nationale.



LAVORI SOCIALMENTE UTILI

DONNAS



Naturalmente, anche se i lavori socialmente utili sono un fatto positivo, i Cassaintegrati chiedono che in Bassa

Valle vengano installate nuove iniziative affinché venga superato questo grave momento di crisi.